

RAPPORT D'ACTIVITE

2009

Association LES AMIS DU BUS DES FEMMES 58, rue des Amandiers 75020 PARIS – 01.43.14.98.98 www.lesamisdubusdesfemmes.org

Les Amis du Bus des Femmes

Association Loi 1901 déclarée le 20 juin 1994 au Journal Officiel

Son siège est situé au : 58, rue des Amandiers - 75020 Paris

Tel: 01 43 14 98 98 Fax: 01 43 14 91 73

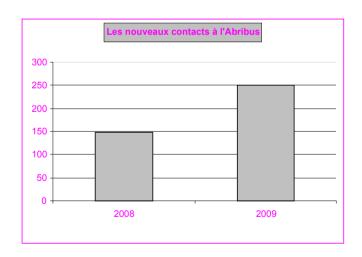
N° SIRET : 399 049 584 00036 Code APE 8899B

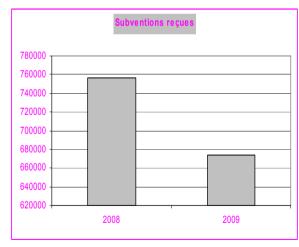
Présidente : Claude BOUCHER

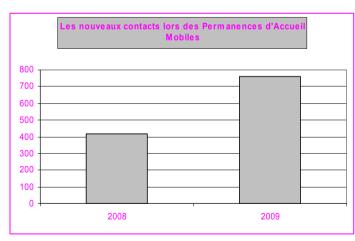
2009 : Toujours plus de demandes...

Le nombre des personnes que nous rencontrons et qui nous sollicitent est en constante augmentation : lors des permanences d'accueil mobiles du BUS DES FEMMES (p.07) comme des permanences de notre local de l'ABRIBUS (p.17). La crise économique comme les conséquences de la pénalisation du racolage (depuis 2003) contribuent à la paupérisation de la prostitution de rue et au développement d'un contexte de travail de plus en plus difficile. Un nombre croissant d'hommes et de femmes s'inquiètent et s'interrogent sur leurs droits dans un système de solidarité qui leur paraît de plus en plus difficilement accessible.

Dans un tel contexte, nous continuons d'être un pôle-ressources et une passerelle vers le droit commun pour chacun, tout en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables de la communauté : les plus jeunes comme les plus âgées, les personnes malades ou en rupture de droits et les victimes de la traite des êtres humains. En 2009, nous avons continué de mener différents programmes : le pôle social (p. 19), les ateliers de français et d'informatique (p.30), le pôle emploi-formation et l'Ecole du Bus (p.33), le pôle traite des êtres humains (p.38) et le pôle formation {p.43}, tout en travaillant à la mise en place de nouveaux programmes pour l'année 2010 : les ateliers communautaires, les ateliers de *self-defense* et le pôle Recherche (p. 45). Toutefois, malgré cette augmentation continue des besoins observés, nos financements sont en diminution entre 2008 et 2009.







Travailler avec et pour les personnes prostituées : Le défi d'une association communautaire

Les personnes qui se prostituent en France souffrent non seulement d'incompréhension et de stigmatisation, mais aussi, depuis mars 2003, de la répression sociale et policière de la Loi pour la Sécurité Intérieure qui pénalise le racolage. La France est un système abolitionniste depuis 1946 et la fermeture des maisons closes. La prostitution n'est pas interdite, mais elle n'est plus réglementée par l'Etat et les prostituées sont considérées comme des « victimes » qu'il faut « réinsérer », des «inadaptées sociales » (ordonnances de 1960). Mais, depuis cinq ans, elles sont aussi des « délinquantes », coupables de racolage, mises en garde à vue, convoquées devant le Procureur de la République pour se faire « remettre dans le droit chemin » et soumises au paiement de PV allant jusqu'à 3750 euros. L'objectif social face aux prostituées est donc aussi double que contradictoire: il faudrait les sauver et les réinsérer, mais il faut aussi les arrêter pour racolage et leur astreindre le paiement d'amendes élevées. Dans le cadre de cette politique française hypocrite et coercitive, l'association « les Amis du Bus des femmes » propose, depuis quinze ans, un projet de travail communautaire avec et pour les personnes prostituées. Mises en marge de la société, ceux et celles qui pratiquent la prostitution peuvent s'y réunir et y mettre en place des actions aux bénéfices des membres de leur communauté. En 2009, nous avons poursuivi nos actions de travail communautaire basées sur le non jugement, la solidarité et la construction d'espaces de réflexion et de discussion, dans le but de favoriser l'accès aux soins comme aux droits de toutes les personnes de la communauté.

Notre association est née d'un projet pilote lancé en 1990, dans le contexte particulier de la lutte contre le SIDA. Ce projet associait des femmes prostituées de Paris, des chercheurs, des médecins et des professionnels de l'action sanitaire et sociale. De nombreuses tentatives d'actions de prévention avaient déjà été lancées vers ce public sans grand succès, jusqu'à ce que la Communauté des personnes prostituées décide de s'associer elles-mêmes à cet effort. La démarche communautaire est alors apparue comme pertinente pour favoriser l'accès aux soins et plus tard au droit commun. Depuis notre création, c'est le fondement de nos actions. Nous la mettons en avant tant comme principe éthique que comme moyen efficace d'assurer la pertinence de nos actions et l'amélioration de nos résultats. La participation de la Communauté est ainsi matérialisée par sa présence au sein (1) des instances décisionnaires, avec participation à la définition des priorités, objectifs, stratégies, et actions de l'association, (2) du personnel, où elle participe de façon active à l'exécution et à l'évaluation des actions de terrain, et (3) des bénéficiaires ayant accès aux services mis à disposition en réponse à leurs besoins.

En partant des besoins ressentis par les personnes, la démarche communautaire porte un nouveau regard sur les individus. L'association ne constitue pas un dispositif supplémentaire mais complémentaire. Sa plus-value repose sur l'apport d'une expérience, d'une connaissance et d'une compréhension du milieu prostitutionnel, de ses codes et de ses réalités exprimées par la Communauté elle-même. Intervenant au plus près des populations, nos propositions d'actions sont élaborées à partir de l'observation des situations, du recueil et de l'analyse des besoins et des attentes.

La démarche communautaire est une démarche qui permet à une population d'acquérir un savoir-faire pour s'organiser et agir ensemble. C'est une démarche inter partenariale qui permet aux habitants d'occuper une place centrale dans les échanges entre professionnels et non-professionnels (...).

Une action de santé sera dite communautaire lorsqu'elle concerne une communauté qui reprend à son compte la problématique engagée, que celle-ci émane d'experts ou non, internes ou externes à la communauté. Ce qui veut dire qu'à côté des constats et des interrogations des professionnels, les habitants expriment de nombreuses préoccupations qui peuvent être loin de ce que pensent les professionnels (...)

Une communauté est un groupe d'individus qui vivent ensemble dans des conditions spécifiques d'organisation et de cohésion sociales. Ses membres sont liés à des degrés variables par des caractéristiques politiques, économiques, sociales et culturelles communes ainsi que par des aspirations et des intérêts identiques, y compris en matière de santé. (...)

Le groupe ne devient communauté que lorsque certaines circonstances lui permettent de prendre conscience de relations privilégiées entre des membres et du fait que ces relations autorisent des changements sociaux impossibles à réaliser autrement, en d'autres termes lorsqu'apparaît une "conscience communautaire"

Bernard PISSARRO, professeur en Santé publique et Président de notre association de 1997 à 2007

PROJET FNARS: Protocole de l'étude ProSanté

« La Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) a proposé à la DGS de mener une étude sur la santé des personnes en situation de prostitution car elle rencontre dans ses associations adhérentes cette population pour laquelle elle n'est pas toujours en mesure d'évaluer ses besoins et son état de santé. Ainsi, elle souhaiterait pouvoir disposer de données sur l'état de santé des personnes en situation de prostitution dans le but d'améliorer leur accès aux soins et aux droits de santé.

La finalité de l'étude santé prostitution, coordonnée par la FNARS en lien avec l'InVS, est de contribuer à l'amélioration de la prise en charge médico-sociale des personnes en situation de prostitution ».

En 2008, l'Association les Amis du Bus des Femmes, association de santé communautaire, n'ayant pas été sollicitée dans la mise en œuvre de cette enquête s'est inquiétée de la place des personnes prostituées à la fois dans l'élaboration du questionnaire ainsi que dans le suivi de la recherche. Elle a également interpellé la FNARS sur l'objet même de la recherche, sur son objectif, ainsi que sur son compte-rendu (*Voir le Rapport d'activités 2008*).

Au cours du dernier trimestre **2009**, nous avons participé à deux réunions organisées par la DGS, en présence de la FNARS, l'InVS, les associations de lutte contre le Sida (ARCAT, UNALS,...) ainsi que les associations de santé communautaire (les Amis du Bus des Femmes, Cabiria, Grisélidis, le PASTT). Lors de ces réunions, ont été présentés l'enquête et plus particulièrement le questionnaire élaboré. Les associations ont exprimés leur désaccord sur cette étude et ont exigé son annulation totale.

Fin 2009, nous n'avons toujours pas eu de retour sur la suite donnée à cette étude.



STRASS, le syndicat du travail sexuel



Le **Syndicat du Travail Sexuel** est un syndicat autogéré qui est né en France depuis le **20** mars **2009** à l'initiative du collectif Droits et Prostitution dont les Amis du Bus des Femmes est membre Il défend les droits des travailleur(e)s du sexe, c'est-à-dire principalement des prostituées mais aussi des escort girls/boys, des acteurs pornographiques et des opérateurs de téléphone rose

Il a été inauguré lors des **Assises européennes de la prostitution de 2009**, en présence de nombreuses délégations d'associations de défense des droits des travailleur(e)s du sexe du monde entier (Espagne, Belgique, Suisse, Italie, Egypte, Canada, Mexique...) venues apporter leur soutien et témoigner de leurs conditions d'exercice et de leurs expériences diverses face à la répression.

Ce syndicat, dont certains représentants affirmaient quelques jours après sa création que ses fédérations comptaient en France entre cent et deux cents adhérents, a été conçu comme un outil au service de l'auto-organisation des travailleur(e)s du sexe dont le but principal est l'abrogation de la loi pour la sécurité intérieure de 2003, qui interdit le racolage passif.

Il a également pour objectif de lutter contre la discrimination et la marginalisation dont souffrent les travailleur(e)s du sexe, en revendiquant notamment des statuts professionnels permettant d'assurer leur protection sociale et leur retraite.

Il cherche aussi à permettre aux travailleur(e)s du sexe de reprendre la parole dans le débat public sur leur activité professionnelle; ses fondateurs estiment en effet qu'on ne leur accorde pas assez la parole, au profit d'autres intervenants présentés comme des spécialistes du sujet (médecins, catholiques, abolitionnistes...). Le STRASS espère ainsi les aider à lutter contre l'opprobre moral à l'encontre de leurs activités, qui les place soit dans le rôle de victimes, soit dans celui de contre-modèles du mode de vie du reste de la société.

Enfin, le STRASS se propose de lutter contre le proxénétisme, l'esclavage, le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, en étant un lieu de réflexion et d'élaboration d'une prostitution autogérée et choisie. La piste de la création de coopératives composées de travailleur(e)s s'associant librement a d'ailleurs été soulevée lors de sa journée d'inauguration.

Actions 2009 – Sommaire

OBJECTIFS	ACTIONS	BENEFICIAIRES EN 2009	PAGES
Aller vers les personnes	 1- Les permanences d'accueil mobiles du Bus des Femmes - Convivialité, non jugement et travail communautaire - Santé : prévention et orientation - Veille sanitaire et politique : évaluation des besoins 	10 139 passages dont 761 nouveaux contacts	P.7
Accueillir et permettre l'accès aux droits	2- L'Abribus : Accueil, écoute et soutien - Domiciliation administrative - Permanence de la CPAM de Paris - Permanence de « Droits d'urgence »	7234 passages 605 personnes domiciliées 236 passages 52 personnes reçues	P.17
Mettre en place des programmes avec et pour les personnes de la communauté	3- Pôle Social	220 personnes suivies	P.19
	4- Ateliers de Français et d'informatique, la chorale	1548 passages	P. 30
	5- Pôle Emploi – Formation et l'Ecole du Bus	141 personnes accompagnées	P.33
	6- Pôle Traite des Etres Humains	143 personnes accompagnées	P.38
Transmettre une expertise	7- Pôle Formation	15 interventions extérieures 27 stagiaires accueillis	P.43
Continuer de répondre aux demandes de la communauté	8- Présentation des nouveaux projets 2010 : Les ateliers communautaires Le Pôle Recherche : une étude sur les plus de 50 ans		P.45

1- Aller vers les personnes : Les Permanences d'Accueil Mobiles

ermanences : n. f, 1 caractère de ce qui est durable ; longue durée (de quelque chose). Continuité, stabilité.

2 Service chargé d'assurer le fonctionnement ininterrompu (d'un organisme).

Le Bus des femmes circule à travers différents lieux de prostitution de Paris et d'Ile de France depuis presque 20 ans. A l'origine du projet, le Bus a été choisi par les personnes de la communauté en tant que lieu de rencontre, d'information, de convivialité et d'échange. Nous assurons nos permanences avec un camping-car, « le Bus des Femmes », spécialement aménagé pour réaliser de l'accueil mobile. Depuis 1990, le Bus circule sur les lieux de prostitution de jour et de nuit, et accueille en son sein les personnes prostituées pour un moment de pause et de détente autour d'une boisson chaude ou fraîche et de petits gâteaux. Le « Bus » utilisé actuellement a été financé en 2001 grâce au soutien du Conseil Régional d'Ile de France, de la Mairie de Paris et de Solidarité Sida.

De sa création à aujourd'hui, l'organisation des permanences d'accueil mobiles a évolué mais s'attache toujours à respecter les principes fondamentaux de nos actions qui sont la prévention, la convivialité, le non-jugement, le respect et la considération de la parole et de l'expertise communautaire.

→ Régularité de l'équipe d'accueil mobile, connaissance approfondie du terrain et capacité d'adaptation :

L'équipe du Bus est formée de 5 animatrices-agents de prévention à temps pleins et d'un chargé de mission santé à mi-temps (soit 6 personnes pour 4,5 équivalents temps pleins), auxquels s'adjoignent de façon ponctuelle en fonction des besoins des membres de l'équipe de l'abribus, et des membres d'autres structures partenaires, tout particulièrement les volontaire du groupe prévention de Solidarité Sida. Nous assurons la présence des mêmes membres de l'équipe sur les secteurs. Cette continuité est essentielle, gage de qualité dans notre travail. Ainsi, des relations et des rapports de confiance peuvent s'établir et permettre des discussions libres et ouvertes. La connaissance du terrain par l'équipe est également primordiale afin qu'elle puisse s'adapter au mieux aux évolutions. Connaitre un secteur, les habitudes des personnes rencontrées, les spécificités d'un coin de trottoir, les comportements policiers...tous ces facteurs sont à prendre en compte pour réaliser des permanences d'accueil mobiles de qualité tout en rencontrant un nombre de personnes assez conséquent.

En 2008, malgré le manque d'effectif, nous avions assuré nos permanences et ce parfois dans des conditions difficiles. En effet, l'insuffisance numérique de l'équipe mobile avait entrainé la suspension temporaire d'une tournée en soirée (permanence du mercredi soir). Toutefois, l'équipe a essayé de palier à ces annulations en réorganisant ses parcours et en réalisant des permanences en alternance. Ainsi, nous avons maintenu une présence régulière, bien que moins fréquente, sur ces secteurs où nous ne pouvions plus aller le mercredi soir.

En 2009, suite à l'arrivée de deux nouvelles animatrices dans le bus, nous avons pu apporter des changements dans l'organisation de notre accueil mobile et reprendre l'ensemble de nos permanences.

Nous avons réorganisé nos permanences hebdomadaires, en les élargissant afin de couvrir un secteur géographique plus important. Nous nous sommes alors rendus dans des lieux où le bus n'avait pas l'habitude d'aller. Les personnes rencontrées nous ont réservé un excellent accueil. Certaines d'entre elles nous connaissaient d'antan, d'autres rencontraient l'équipe du Bus pour la première fois et nous attendent désormais pour une pause hebdomadaire conviviale. En 2009, nous avons donc été vers davantage de personnes et fait de nouvelles rencontres sans négliger celles que nous connaissions déjà.

Acqueil

ccueil :n.m. 1- manière de recevoir quelqu'un, de se comporter avec lui quand on le reçoit ou quand il arrive.

2-Manière dont quelqu'un accepte (une idée, une œuvre). **3**- d'accueil : organisé pour accueillir.

L'équipe mobile est là pour accueillir dans le Bus toute personne qui se prostitue et pour lui proposer un moment de pause à travers lequel ils/elles pourront échanger sur des sujets variés : santé, vie familiale, professionnelle, droits sociaux, pratiques prostitutionnelles, violences,....

Dans ses circuits mobiles, l'équipe rencontre toujours un nombre assez conséquent de personnes. En 2009, nous avons fait face à une importante augmentation du nombre de personnes rencontrées lors des permanences d'accueil mobile. Nous avons comptabilisé 10139 passages dans le bus cette année, alors que nous n'en comptions que 9161 en 2008 (soit une augmentation de 11%). Nous avons également dénombré 761 nouveaux contacts soit 63% de plus qu'en 2008¹. Le nombre moyen de personnes rencontrées par permanence est lui aussi en augmentation, passant de 36 personnes en 2008 à 45 personnes en 2009 (+24%).

¹ Ce chiffre est sous estimé, en raison de l'impossibilité pour l'équipe d'identifier chaque nouveau contact lors de permanences où le nombre de passages est très important.

Malgré une légère baisse du nombre de permanences mobiles effectuées en 2009 pour des raisons d'effectifs sur la première moitié de l'année, nous avons tout de même comptabilisé davantage de passages. L'importante augmentation du nombre de nouveaux contacts est également un facteur à prendre en compte dans l'analyse des données car il représente une charge de travail assez conséquente. En effet, rencontrer une personne pour la 1ère fois, lui présenter l'association, développer avec elle un climat de confiance, et lui proposer un service, demande à l'équipe davantage de mobilisation par rapport à un échange avec une personne que nous connaissons bien, qui connait la structure et sollicitera d'elle-même un de nos services en cas de besoin.

L'équipe mobile est identifiée et sollicitée par la communauté lorsqu'une personne rencontre une difficulté, ou est à la recherche d'une information. Aussi, elle répond et informe sur des sujets divers en ayant toujours pour principes fondamentaux le respect, le non-jugement, la considération de la parole de l'autre, et la valorisation de l'expérience :

L'activité prostitutionnelle: discuter d'égal-e à égal-e sur les pratiques prostitutionnelles, les difficultés spécifiques rencontrées dans le cadre de cette activité, le conseil d'un autre membre de sa communauté, la valorisation et la considération, le non-jugement...

- La santé: informer, ouvrir un espace de discussion, donner une adresse, prendre un rendez-vous, expliquer, partager une information...
- L'accès aux droits : informer sur les droits et favoriser un accès complet aux droits et/ou à une complète citoyenneté, favoriser l'accès aux dispositifs existants, lutter contre l'exclusion et les discriminations...
- La convivialité: l'accueil dans le bus est aussi et surtout un moment de pause qui peut être apprécié au regard des conditions de travail parfois difficiles: moment de détente où l'on peut boire une boisson chaude ou fraiche, et manger une collation. Les personnes rencontrées sont invitées à monter dans le bus se réchauffer ou simplement s'asseoir un moment...

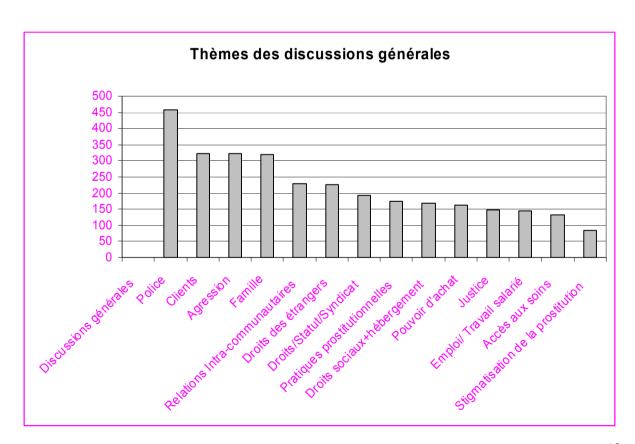
Les échanges dans le Bus sont nombreux, et peuvent traiter de sujets variés. Certaines rencontres sont brèves, les personnes venant chercher quelques préservatifs, sachets de lubrifiants, et éventuellement une boisson chaude avant de retourner travailler; d'autres amènent à de longues discussions qui vont des anecdotes de la vie familiale et amoureuse à des sujets plus préoccupants.

L'aspect communautaire de nos actions est une fois de plus un des aspects majeurs dans la qualité de nos échanges. Aussi, les personnes rencontrées savent qu'elles peuvent évoquer leurs préoccupations liées à leur activité prostitutionnelle et à sa stigmatisation, à d'éventuels problèmes de santé liés ou non à l'activité, à des problèmes juridiques, financiers...

Grâce à la mise en place d'un nouvel outil de saisie des informations lors des permanences mobiles, l'équipe a aujourd'hui une visibilité des domaines dans lesquels elle est sollicitée. En 2009, un tiers des passages dans le Bus a donné lieu à une discussion d'ordre générale, portant sur des sujets variés :

La police et les interpellations restent au cœur des préoccupations des personnes de la communauté en 2009. Nous reviendrons plus loin sur les conséquences de cette répression sur les personnes prostituées et sur nos actions de santé communautaire.

Ce graphique permet cependant de voir la diversité des sujets évoqués avec les personnes accueillies dans le Bus. Ces discussions peuvent concerner aussi bien les clients, les pratiques prostitutionnelles, les questions liées à la reconnaissance d'un statut pour les personnes prostituées, mais aussi la famille, les droits sociaux ou les préoccupations liées à la stigmatisation de l'activité et des personnes qui l'exercent.



obile: adj. Et n.m. I adj1 qui peut être mû, dont on peut changer la place ou la position

2 dont la date, la valeur peut être modifiée, est variable.
3 (personnes) qui se déplace ou peut se déplacer.
4 dont l'apparence change sans cesse.> mouvant.
Reflets II N.m. 1 sciences. Corps qui se déplace, considéré dans son mouvement.
2 ce qui porte, incite à agir.. Les mobiles d'une action.

3 œuvre d'art, ensemble d'éléments construits en matériaux légers et pouvant prendre des dispositions variées.

D'années en années, l'organisation et les circuits des permanences mobiles sont modifiés afin d'adapter au mieux nos actions aux évolutions du terrain. Le cadre de l'activité prostitutionnelle a été fortement bouleversé depuis 2003 avec l'adoption du délit de raclage passif, mais aussi avec le durcissement des lois sur l'immigration et le droit des étrangers.

Dans le contexte répressif actuel, notre action devient de plus en plus complexe :

→ Une prostitution de plus en plus cachée par peur de l'arrestation :

Les personnes prostituées exercent leur activité dans la crainte permanente d'être arrêtées, mises en garde à vue, et parfois expulsées. La répression du racolage a eu pour conséquence immédiate le déplacement de la prostitution vers les marges de la ville, les prostituées cherchant à être à l'abri des regards des forces de l'ordre. Cette clandestinité a engendré une importante dégradation des conditions d'exercice de la prostitution tant sur le plan économique et social, que plus grave, sur le plan sanitaire et sécuritaire.

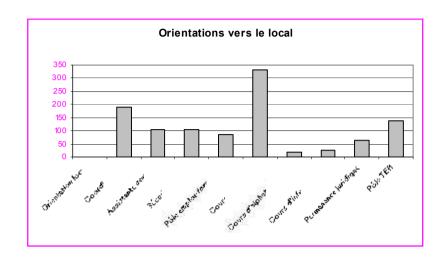
Nous faisons face à une mobilité accrue des personnes prostituées tant sur le plan géographique (à l'échelle locale, nationale et internationale), qu'au niveau des horaires et des méthodes de travail (dans la rue, par Internet, sur RDV...). Cette mobilité peut représenter un frein dans l'accès aux structures de prévention et de soins (moins d'accès à l'information sur la prévention mais aussi dans l'accès aux soins pour des personnes de plus en plus mobiles sur le territoire).

Aussi, l'équipe mobile cherche continuellement à repenser son action et son organisation afin de maintenir un contact avec un maximum de personnes. Les difficultés d'accès aux soins doivent être prises en compte et l'équipe cherche à apporter des réponses et des solutions rapides et efficaces afin de proposer une orientation médicale efficiente.

Nous souhaitons également souligner que cet éloignement des structures de prévention et de soins auquel nous assistons est aussi dû au poids du stigmate et des discriminations auxquelles les prostitué-e-s, les migrant-e-s mais aussi les personnes transsexuelles font face. Dès lors, notre action communautaire prend sens et l'équipe se tient à l'écoute et propose aux personnes un accompagnement physique afin de diminuer les éventuelles peurs liées à ces stigmatisations.

→ L'aggravation de la situation sanitaire et sociale :

La précarisation et la dégradation des conditions d'exercice de l'activité continuent. Depuis l'instauration du délit de racolage passif en mars 2003, les conditions d'exercice de la prostitution de rue se sont fortement dégradées. Devenues délinquantes, les personnes prostituées vivent constamment dans la crainte d'être contrôlées, arrêtées et mises en gardes à vue en se voyant contraintes du paiement d'amendes élevées pouvant aller jusqu'à 3750 euros. Le contexte d'exercice de l'activité prostitutionnelle étant de plus en plus difficile, de nombreuses personnes sollicitent l'équipe sur les questions sociales, médicales, juridiques, des problèmes de logement, des désirs de reconversion professionnelle...L'équipe d'accueil mobile et celle travaillant au local voient donc leur file active augmenter de façon significative et les sollicitations sont de plus en plus nombreuses



→ Des violences en augmentation:

En 2009, nous avons encore constaté de très nombreuses situations de violences à l'égard des personnes qui se prostituent. De nombreuses personnes nous ont signalé des agressions et des violences à leur égard (violences physiques, violences verbales, psychologiques, conjugales....). Cette année, à 323 reprises, des personnes nous ont fait part d'agressions les concernant: des agressions physiques, parfois d'une extrême violence, des agressions sexuelles, des agressions verbales, des insultes....

D'autres types de violences continuent d'être exercées sur les personnes prostituées, et les violences institutionnelles sont toujours nombreuses (refus de délivrer une contraception sous prétexte de son activité prostitutionnelle, ne pas avoir accès à une consultation médicale, subir des contrôle incessants de la police...).

Face à ces situations, l'équipe met en place des actions spécifiques : proposition systématique d'accompagnements physiques, recherche de nouveaux partenaires, mise en place d'outil spécifiques pour parler des violences et des techniques de prévention des violences,....

S anté, prévention, accès aux soins : n.f. 1 Bon état physiologique de ce qui est sain ;

Fonctionnement régulier et harmonieux de l'organisme pendant une période appréciable.

2 fonctionnements plus ou moins harmonieux de l'organisme sur une période assez longue.

3 équilibre psychique.

4 Etat sanitaire d'une société.

→ Les actions de prévention du VIH, des hépatites et des IST :

Depuis sa création, le Bus des femmes réalise une mission de prévention du VIH, des hépatites et des IST. L'équipe dispose de plusieurs outils pour réaliser cette mission.

Nous utilisons très régulièrement le manège enchanté pour vérifier les techniques de pose du préservatif et cette année encore de nombreuses personnes se sont essayées à cet exercice, réalisé dans la détente et la bonne humeur. Essayant de s'adapter au mieux aux conditions de travail des personnes rencontrées, nous avons varié les démonstrations en proposant aux personnes qui le souhaitaient de le faire dans l'obscurité.

L'utilisation du manège ne se réduit pas à la simple pose du préservatif mais permet également d'aborder d'autres thématiques liées aux pratiques sexuelles. Dans ce cadre, nous avons également distribué des carrés de latex et des préservatifs féminins.

Nous disposons également d'une valise de présentation des moyens de contraception et des outils de prévention qui nous permet de présenter aux personnes l'ensemble des techniques contraceptives.

→ Rupture de préservatifs, rapport non-protégés

Le risque 0 n'existe pas. Il existe toujours un risque pour qu'un préservatif casse. On le sait, ce risque peut être limité si l'on s'attache à quelques bonnes pratiques : une préservatif adapté, l'utilisation de gel lubrifiant à base d'eau, le changement du préservatif si besoin, et un **préservatif de bonne qualité**....

La qualité d'un préservatif est essentielle. En 2009, nous avons été confrontés à des problèmes de qualité des préservatifs qui nous ont été délivrés par l'INPES, Institut national de prévention et d'éducation à la santé. Des erreurs dans le processus de fabrication ont entrainé un problème de lubrification du latex, celui-ci n'étant pas apposé de façon homogène, la base du préservatif restait très sèche. Nous tenons à attirer l'attention sur la qualité du préservatif comme facteur de risque de rupture et de mise en danger de la vie des personnes. Même si le risque 0 n'existe pas, il existe pourtant des gages de qualité et de fiabilité qui permettent à toutes et à tous d'être informé-e-s sur le produit que l'on utilise. Or, ces préservatifs défectueux n'étaient pas conformes aux normes françaises, bien que distribués par un organisme de l'Etat.

L'équipe mobile a profité de cet incident pour ouvrir des discussions sur la qualité et le type de matériel de prévention utilisé pour les différentes pratiques sexuelles. De même, nous avons échangé avec de nombreuses personnes sur l'existence du traitement post-exposition au VIH. Ce thème (rupture de préservatif et traitement post-exposition) a été massivement évoqué cet année lors des permanences d'accueil mobiles (voir graphique).

→ Santé et accès aux soins :

Notre nouvel outil de saisie nous permet de faire apparaître les sujets médicaux sur lesquels l'équipe a été sollicitée cette année :

Notre mission de santé communautaire et d'action de prévention du VIH, des hépatites et des IST semble donc remplie au regard de nos résultats. Ce graphique démontre que l'équipe est sollicitée sur les questions de prévention (VIH, hépatites, IST, rupture de préservatif, TPE...), mais aussi sur des questions de médecine générale et sur des sujets liés à la santé gynécologique, à la contraception et à la grossesse.

Nous avons toujours de nombreuses difficultés dans l'accès aux soins sur certains secteurs. En effet, de nombreuses structures et certains personnels soignant ne sont pas formés pour accueillir les personnes prostituées et, ne connaissant pas la réalité et la diversité des situations, font preuve de nombreux a-priori et jugements dans la façon dont ils accueillent ces personnes. Certaines femmes se sont vu refuser l'accès à une consultation arguant que leur argent n'était pas « recevable », d'autres se sont vues refuser l'accès à la contraception (l'emploi d'une méthode contraceptive les inciterait à avoir des rapports sexuels non-protégés !!)....

C'est donc pour nous un combat quotidien de faire valoir les droits de ces personnes et de combattre l'ensemble des stigmates et des attitudes violentes, victimisantes et discriminantes auxquelles elles font face.

En 2010, nous continuerons à mener des actions de formation et de sensibilisation : Former les personnels et les équipes, sensibiliser le grand public et travailler sur les notions de respect, de non-violence et de non-jugement.

Constatant les difficultés rencontrées par certaines personnes à venir jusqu'à Paris pour effectuer des soins ou simplement consulter un médecin, nous avons créé un partenariat avec un médecin généraliste dans le 77. Toutefois, nous sommes toujours à la recherche de nouveaux partenaires santé dans les départements du 77, 78 et 91.

→ Favoriser l'accès aux soins en proposant un accompagnement

L'équipe se tient à la disposition des personnes rencontrées et propose si nécessaire un accompagnement physique lors de différentes démarches (médicales, administratives, ...). Ces accompagnements physiques des personnes ont un rôle essentiel : ils permettent de jouer un rôle de traducteur et ainsi de s'assurer que la personne accompagnée a compris l'intégralité des propos et a également pu se faire entendre et comprendre. Outre le simple rôle de traduction, ces accompagnements permettent également aux personnes d'être en confiance et de réaliser une démarche qu'elles n'auraient ou n'arrivaient pas à faire seules.

Ici encore, c'est le poids du stigmate qui empêche certaines personnes à entreprendre quelques démarches de peur d'avoir à révéler leur activité. Le **stigmate** et les **discriminations** dont sont victimes les personnes prostituées sont importantes et restent des violences quotidiennes et institutionnelles qui rendent parfois difficiles l'accès aux structures et dispositifs de droits communs

Communauté

ommunauté: n.f. **I 1** groupe social dont les membres vivent ensemble, ou ont des biens, des intérêts communs.

2 groupe de religieux qui vivent ensemble.

3 groupe d'Etats.

II Etat caractère de ce qui est commun.

III Régime où les biens des deux époux sont communs ;

Communautaire adj. Qui a rapport à la communauté, à une communauté.

Les actions de prévention doivent être continuellement repensées et renouvelées afin de s'adapter aux évolutions de la prostitution. Or, ce sont les prostituées elles-mêmes qui savent analyser les évolutions du terrain et élaborer les nouvelles actions à mettre en place afin de maintenir un travail de prévention de qualité. Pour être efficaces, nos actions de prévention doivent donc s'effectuer dans un processus véritablement communautaire qui implique la participation active des prostituées dans la conception et la mise en place de ces actions. Or, la répression policière peut parfois entraver cette participation.

La loi sur le racolage a encouragé le harcèlement permanent des forces de l'ordre en multipliant les contrôles et les gardes à vue sous prétexte de lutter contre le proxénétisme et la traite des être humains. Ce qui résulte de cette politique hypocrite et coercitive, c'est que les prostituées se retrouvent aujourd'hui dans des logiques de clandestinité, avec des préoccupations économiques et sécuritaires fortes, préoccupations qui émergent parfois au détriment de leur santé et de leurs des projets de vie.

Nous nous sommes toujours attachées à faire valoir la parole, l'expérience et l'expertise communautaire car nous considérons que ce n'est que dans un processus véritablement communautaire qu'un travail de qualité sur la prévention, l'orientation et l'accompagnement peut être réalisé.







2-L'Abribus

L'Abribus est un lieu convivial où les personnes peuvent se rendre de 9h à 18h du lundi au jeudi, le vendredi de 9h à 17h. C'est un lieu d'accueil, d'écoute, de soutien et d'orientation. Si la plupart des personnes s'y rendent par l'intermédiaire des permanences mobiles du Bus des Femmes ou par une orientation intracommunautaire, de nombreuses personnes sont orientées par d'autres associations, services sociaux et hospitaliers de la région. Les personnes peuvent y échanger avec d'autres membres de la communauté du Bus des Femmes sur leurs conditions de travail et sur leurs droits, prendre part à des ateliers ou des programmes organisés, y être informées et accompagnées vers leurs droits. Un espace Internet et une bibliothèque est à la disposition du public. En 2009, 7 234 passages y ont été enregistrés dont 267 nouvelles personnes reçues. Ces chiffres sont en augmentation par rapport à 2008, où nous enregistrions 5 865 passages et en 2007, 4 916 passages.

DOMICILIATION ADMINISTRATIVE

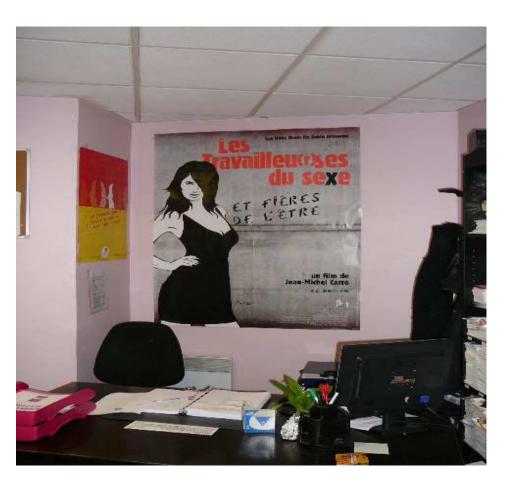
L'association dispose d'un agrément de la Préfecture de Paris pour la domiciliation administrative des personnes sans domicile fixe. La directrice reçoit les personnes pour toute demande d'élection de domicile ou de renouvellement, puis délivre les attestations d'élection de domicile. Cette domiciliation permet aux personnes recevoir leur courrier et d'accéder, pour certains, à la couverture médicale. En 2009, pour cette demande, la directrice a mené 440 entretiens et 605 demandes d'élections de domicile administratif ont été instruites dont **149 nouvelles** (en 2008, 562 demandes dont 103 nouvelles).

L'ACCES AUX SOINS : L'ENJEU DES ACCOMPAGNEMENTS PHYSIQUES

Malgré le développement de nos partenaires, nous rencontrons toujours des personnes en difficultés d'accès aux soins et à la santé. La difficulté d'ouverture des droits et la peur de la stigmatisation, associé pour certains à la barrière de la langue et à la peur de l'expulsion sont autant de freins toujours aussi prégnants. A ce premier constat s'ajoute l'isolement social et familial de nombreux membres de la communauté du Bus des Femmes. C'est pourquoi, nous sommes fortement sollicités pour accompagner physiquement les personnes auprès des services de soins. Ces temps d'accompagnement représentent des moments forts de dialogue et de solidarité qui animent la communauté du Bus des Femmes. Toutefois, l'augmentation de notre file active et de ces demandes d'accompagnements, constituent un réel besoin en terme salarial. Or, bien que nous ayons essayé plusieurs fois d'obtenir des financements pour un tel poste, nous n'y sommes parvenus. C'est pourquoi, l'ensemble de l'équipe ajoute ces accompagnements à ses missions et temps de travail.



Le premier accueil des personnes au sein du local de l'association est assuré par la directrice qui présente la structure et fait une évaluation des besoins de la personne. Il s'agit aussi bien souvent d'évaluer si la personne fait bien partie de notre public. Ainsi, dix personnes ont été réorientées vers une autre structure après évaluation. La Directrice de l'association délivre aussi des domiciliations administratives pour les personnes qui le souhaitent, ainsi que des attestations à destination du Procureur de la République et oriente les personnes vers notre permanence de la CPAM de Paris et de l'association Droits d'Urgence. Ainsi, au cours de l'année 2009, 717 entretiens ont été réalisés par la directrice : 267 nouveaux entretiens et 450 entretiens dans le cadre de suivis pour des ouvertures de dossiers (domiciliation – juridique - attestation), l'évaluation des besoins et des orientations médicales. (Hôpitaux – Gynécologie – dentiste...).



LA PERMANENCE DE LA CPAM DE PARIS

Nous accueillons une permanence de la CPAM de Paris au sein de l'Abribus de puis septembre 2004. Cette permanence permet aux personnes d'être reçues par une conseillère technique et sociale détachée une matinée par semaine. Elles peuvent y obtenir des informations sur leurs droits et faire procéder à l'instruction de leur dossier. En 2008, 236 passages ont été enregistrés lors de 38 permanences sur l'année.

LES ATTESTATIONS A DESTINATION DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

En 2009, la directrice a procédé à 8 attestations pour des personnes arrêtées pour racolage qui avait été orientées vers une association: 7 classements avec orientation sanitaire après arrestation pour racolage et 1 rappel à la loi.

LA PERMANENCE JURIDIQUE DE « DROITS D'URGENCE »

L'association Droits d'Urgence effectue les permanences juridiques au local 2 jeudi soir par mois. Des avocats et des juristes y apportent bénévolement des conseils juridiques et prennent en charge effective des dossiers (rédaction d'actes, recherches...) ou encore un accompagnement dans leurs démarches auprès des institutions judiciaires ou administratives. En 2009, 18 permanences ont été assurées pour 52 personnes reçues. Les principaux droits abordés sont le droit des étrangers et le droit pénal.

3- Le Pôle Social

L'association « Les Amis du Bus des Femmes » a ouvert une permanence sociale avec une assistante sociale à temps plein au local à la demande des personnes prostituées.

Ce besoin a été identifié par les personnes qui vivaient une difficulté à solliciter le droit commun du fait de la particularité de leur activité. Besoin toujours ressenti aujourd'hui.

En effet les différents services et associations intervenant auprès de ce public ont soit une vision de cette activité abolitionniste et envisage leur intervention comme une « aide pour s'en sortir », soit intègre l'activité prostitutionnelle comme un danger potentiel.

A ces difficiles représentations, s'ajoute la difficulté que l'ensemble des aides sociales est sujet a des critères de ressources et que l'activité prostitutionnelle ne permet pas ou peu de justifier de ressources ou d'absence de ressources.

Le pôle social de l'association continue alors d'agir comme un lieu d'écoute, de non-jugement ayant l'objectif d'accompagner les personnes dans l'ensemble de leurs projets de vie -qu'il soit prostitutionnel ou non-.

Cette dynamique, élément moteur de notre intervention permet alors une parole libre. Les conditions de travail, les ressources réelles, les difficultés d'accès aux droits sont alors à la fois travaillées avec et pour les personnes tant dans une dimension individuelle (aide directe, ouvertures de droit...) que dans une vision collective et communautaire en permettant d'affiner des constats et des réponses à donner aux personnes recues.

Le projet du pôle social favorise les aptitudes à la solidarité, au partage en plaçant les personnes comme acteur et porteur de leur projet.





L'assistante sociale, après une évaluation, assure un suivi social global : constitution de dossiers sociaux dans tous les domaines de la vie. Elle tente d'apporter des réponses aux situations urgentes (hébergement, aides financières). Outre l'accompagnement des personnes dans le recherche de réponses aux difficultés rencontrées, l'assistante sociale axe son travail sur l'accès et le maintien aux droits. Elle est souvent une passerelle vers le droit commun. L'objectif étant toujours de favoriser l'autonomie des personnes.



« Il n'existe pas une ou deux, mais de multiples sortes de prostitution. Entre la prostituée d'un certain âge, française, sans proxénète ; la prostituée occasionnelle qui cherche à rallonger des fins de mois difficiles ; la prostituée qui opère de chez elle par le biais d'internet ; les prostituées des salons et les prostituées de luxe, il y a une diversité extrême de situations »

Extrait de l'Audition de Mme Elisabeth Badinter à la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 12/11/2002

Une diversité de personnes...

Le public reçu reflète la mixité composant les personnes connaissant la prostitution. Ainsi nous avons reçues des personnes âgées de 18 à 73 ans, venant de toute origine géographique (avec 25 nationalités différentes).

Une multiplicité des demandes....

Chaque année depuis maintenant 4 ans, 100 nouvelles personnes sollicitent nos services. Dans le même temps, la durée des suivis s'allongent.

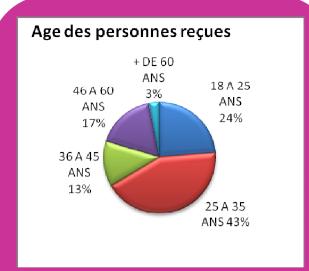
	2007	2008	2009
Nombre de personnes reçues	174	185	220
Nombre d'entretiens	598	697	830
Nombre d'assistante sociale	1	1	1

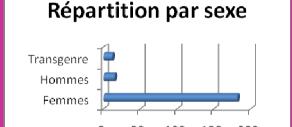
Aussi le pôle social a reçu cette année 220 personnes pour un temps plein d'Assistante sociale. Ces 220 personnes ont été reçues lors de 830 entretiens.

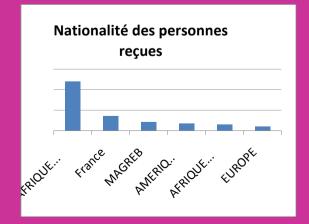
Cette augmentation se cumule avec celle des demandes de plus en plus complexes et des réponses de plus en plus difficile à

Si les conséquences de la crise financière mondiale ne font plu apporter. s personnes en précarité ont elles ressenties fortement cette degradation de la situation. A ce contexte persiste cette année encore l'application de la loi pour la sécurité intérieure et la forte répression de l'activité prostitutionnelle qui en résulte, induisant une forte baisse de revenus (par la baisse d'activité et les amendes répétées de racolage ou de stationnement pour les personnes prostituées).

Mais un manque de moyen face à cette complexité!







ABÉCÉDAIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS DU PÔLE SOCIAL

ccès aux droits sociaux : Le pôle social mène en mission prioritaire l'accès à l'ensemble des droits sociaux auxquels les personnes peuvent

prétendre. L'accès aux droits est d'autant plus difficile du fait de l'absence de statut pour les personnes prostituées (pas de fiches de payes) et qui sont parfois en difficulté d'exprimer leur réalité auprès des acteurs du droit commun. Cette situation est d'autant plus criante pour les personnes rencontrant des problèmes de santé. Comment expliquer à l'assistante sociale hospitalière qu'on vit dans un appartement avec un loyer alors qu'on n'a aucune de preuve de ses ressources antérieures ? Comment, sans indemnités journalières, palier de manière rapide et urgente à la baisse brutale de ressources ? Or, c'est la perte de revenus qui ouvre droit, dans toute autre circonstance, à des compensations économiques. L'absence de fiche de salaire demeure le point crucial de la stigmatisation administrative de la communauté.

Les difficultés rencontrées par les personnes soutenues en termes d'accès aux droits et aux soins proviennent aussi des procédures administratives de plus en plus longues. Il faut attendre souvent plus de 3 mois entre la demande de CMU-C et la réception de l'attestation réduisant l'accès direct aux soins et de manière indirecte, retardant l'accès au tarif solidarité transport.

anque alimentaire: Toujours plus de précarités et de difficultés pour les familles à accéder à leurs besoins vitaux. 83 personnes suivies au Bus des Femmes n'avaient aucune ressource. Les orientations sont faites vers plus de 30 associations différentes distribuant des colis alimentaires (dont Accueil et partage, les restos du cœur, fédération AIDE, secours catholique, secours populaire). 138 des personnes reçues, soit, plus de 60 % des personnes ont bénéficié d'un soutien alimentaire.

L'accès aux aides alimentaires et vestimentaires est de plus en plus difficile pour les personnes sans papier (justificatifs d'adresse demandé par les associations de plus en plus difficiles à fournir, refus très fréquent des domiciliations...).

Communautaire : Le pôle social continue comme l'ensemble de l'association à s'inscrire dans une démarche communautaire. Aussi les actions sont menées avec les personnes. L'assistante sociale tente d'amener les personnes à interagir sur leur communauté. Elle insuffle ainsi une dynamique collective favorisant la solidarité intracommunautaire.

iscrimination : Toujours présente, parfois sournoise les différentes représentations véhiculées autour des personnes prostituées freinent l'accès aux droits des femmes.

« Bonjour, Mme X secrétaire au cabinet dentaire de.... Je me permets de vous téléphoner car nous avons reçu ce jour Melle Y. Son attestation de sécurité sociale étant domiciliée à votre association, nous sommes allés voir sur Internet qu'est ce que c'était les Amis du Bus des Femmes ». Nous avons alors compris que Melle est une prostituée, de ce fait nous appelons pour savoir si elle est séropositive ».

nfant : Plus de 54 femmes avec enfants sont venues au pôle social. Sur ces 54 femmes, 38 n'avaient pas une situation administrative leur permettant d'accéder aux prestations familiales (titre de séjour de plus de 3 mois).





inancières (Aides): Le pôle social a réparti cette année 103 aides financières d'un montant total de 15 294.00 €. Ainsi la moyenne des aides est

de 148 euros. Le budget de l'aide financière ramenée au nombre de personnes fréquentant le pôle social concrétise un budget de 69 euros par personne et par an. Soutenue par l'association Solidarité Sida, des aides spécifiques sont réservées aux personnes touchées par une maladie infectieuse. Sont alors priorisées les aides financières permettant de débloquer les situations administratives et l'ouverture des droits.

Du fait de l'absence de preuve légale de pertes de ressource pour les personnes se prostituant, le budget des aides financières se substitue parfois aux aides sociales légales auxquels les personnes ne peuvent prétendre (ce qui explique la part importante d'aide consacrée à la vie quotidienne : loyer, factures...)

rossesse : Cette année, l'augmentation des situations de femmes enceintes a été encore plus importante qu'en 2009. 38 femmes sont venues dans

le cadre de leur grossesse tant pour une aide dans les démarches d'inscription en crèche, que pour chercher des solutions pérennes pour l'arrivée de l'enfant. Au cours de cette année nous avons accompagné de nombreuses femmes sur les sujets de la grossesse et de la parentalité.

Nous observons que pour la majorité des femmes suivies, elles mènent ce projet seule.

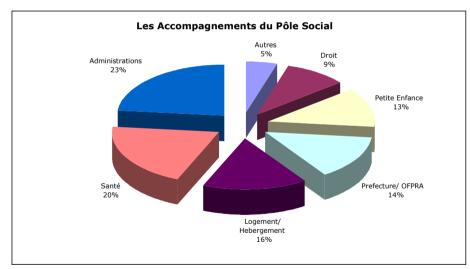
La période de la grossesse est une période propice pour investir de nouveaux projets. Aussi, ces moments ont été des moments forts de réflexion avec les personnes.

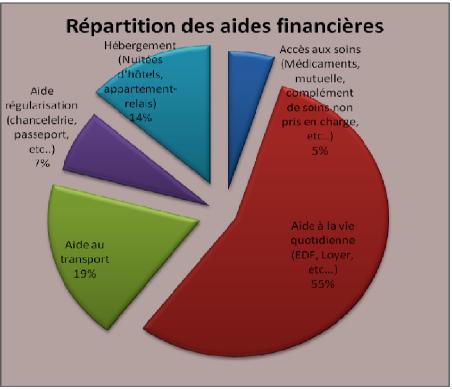
Nous avons instruit, et soutenu les personnes en demande d'Allocation Parent Isolée (puis RSA). En effet la quasi-totalité des personnes reçues n'ont pas ou plus le père de l'enfant à leur coté pour les aider au quotidien.

Cette allocation accordée jusqu'aux 3 ans de l'enfant pourrait être une passerelle pour ces femmes et pourrait ainsi leur permettre de profiter de cette période pour aller vers la formation et/ou l'emploi. Mais les problématiques de mode de garde et d'hébergement trop prégnant n'ont pas toujours permis l'aboutissement de cet objectif.

Aussi, rappelons que seules les personnes titulaires d'un titre de séjour de plus de 3 mois peuvent prétendre aux allocations familiales et que trop souvent les préfectures délivrent des cartes de 3 mois moins un jour. Seuls les circuits de l'urgence (SAMU social, aides alimentaires) sont alors sollicitables.

épatites: Nous observons une augmentation significative des personnes infectées par une hépatite B ou C. Les personnes touchées sont principalement primo arrivantes et les contaminations semblent être pour la plupart assez anciennes. Notre présence dans l'accompagnement du dépistage reste donc un enjeu majeur de notre action.





nterventions à l'extérieur : Afin de faciliter l'ouverture des droits pour les personnes, l'assistante sociale est amenée à régulièrement intervenir auprès de partenaires extérieurs. Les personnes isolées parfois non francophones peuvent être en difficulté pour certaines de leurs démarches. Ainsi, cette année l'assistante sociale à effectuée 64 accompagnements extérieurs, principalement auprès d'administrations publiques (Pôle Emploi, CPAM), mais également afin d'améliorer l'accès aux soins (hôpitaux, association de santé).

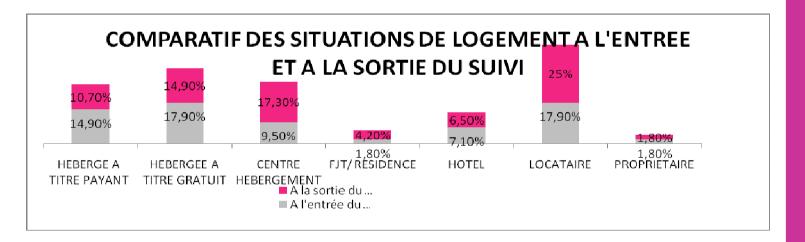
ustice/juridique: Nous avons effectué cette année 38 orientations auprès des Permanences d'accès aux Droits ainsi que des orientations en interne auprès de notre permanence juridique, tant pour des questionnements relatifs aux droits des étrangers que pour des demandes concernent les spécificités de l'activité prostitutionnelle (type délit de proxénétisme de soutien etc...)

lara: Etudiante assistante sociale en Allemagne, Klara a effectué son stage pratique au sein de pôle social de l'association du 01/10/2009 au 15/02/2010. Elle a largement participé aux différents accompagnements physiques nécessaires à certains suivis. Elle a particulièrement soutenu les femmes seules en fin de grossesse afin de faciliter leurs suivis de grossesses, et préparer l'arrivée de l'enfant.

Enfin, Klara a également pu mettre en place un atelier de couture, espace de solidarité où les femmes ont pu échanger en toute confiance.

logement: L'état des lieux de la situation du logement pour les personnes suivies par le pôle social est cette année encore alarmant et reste l'un des axes prioritaires du travail de l'assistante sociale. Ainsi 62 % des personnes reçues sont arrivées au Pôle Social sans hébergement ou avec des conditions d'hébergements très précaires (sous location, hébergement chez tiers...).

À la fin de l'année, elles représentaient 49 % de la file active du pôle social. Si le travail effectué permet d'apporter quelques réponses à ces situations, le nombre de personnes suivies et l'engorgement des centres d'hébergements est décourageant pour un seul poste d'assistante sociale



obilisation : Cette année le pôle social a participé aux assises Nationales de la prostitution et les constats effectués permettent de nourrir une réflexion et mobilisation collective pour améliorer l'accès aux droits des personnes prostituées

En 2010. des ateliers communautaires de recherche de démarreront logement pour permettre aux personnes d'acquérir de meilleures connaissances sur les dispositifs. Ces ateliers de travail communautaire sur l'accès au Droit et notamment l'accès au **logement** auront pour objectifs d'analyser les freins et les leviers de l'accès aux droits et au logement des personnes prostituées, de nourrir une réflexion globale et être force de proposition auprès de nos élus, législateurs.... partenaires. Enfin. ils permettront plus généralement diffuser de de l'information sur les dispositifs existants et sur la méthodologie de recherche de logement. Ils sont enfin un moyen de rompre l'isolement et de créer la solidarité nécessaire pour une mobilisation

avigo: Les aides financières pour acheter des titres de transports ont été plus importantes que les années précédentes. Les critères d'attribution ont été établis afin de faciliter au mieux l'accès aux soins ainsi que pour soutenir des projets d'insertion. En effet, les différentes amendes reçues dans les transports fragilisent le budget des personnes les plus précaires.

rientations: Le pôle social continue de travailler sur le principe d'une passerelle vers le droit commun. Ainsi, nous travaillons avec les personnes sur différentes orientations vers nos partenaires. Nous notons une difficulté de plus en plus importante à trouver des relais pour les personnes sans titre de séjour.

artenaires: Dans l'objectif de l'accès au droit commun, l'assistante sociale travaille en étroite collaboration avec le Service Social Départemental Polyvalent, le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris, la CAF, la CPAM, d'autres associations, Outre de nombreux autres partenariats, indispensable à l'action sociale, l'assistante sociale participe à la Plateforme Interassociative pour le logement des personnes séropositives.

uestionnement : Au vu de l'importante augmentation des personnes suivies et de la difficulté à assurer un accompagnement de qualité, nous nous sommes questionnés toute cette année pour tenter de résoudre ce dilemme - stopper l'arrivée de nouvelles personnes ? Mettre une fin aux accompagnements en cours ?- Evidemment l'idéal serait d'avoir un budget nous permettant d'avoir le nombre de travailleurs sociaux correspondant à notre file active et aux lourdes demandes. Dans cette attente, nous espérons que l'ouverture des ateliers communautaires d'accès aux droits insufflera une dynamique collective qui développera l'autonomie des personnes dans leurs démarches.

MI/RSA: L'année 2009 a vu le passage du RMI au RSA. On note dans la pratique peu de changement hormis l'ouverture clarifiée au RSA pour les personnes bénéficiant de la protection subsidiaire. L'association a conservé son agrément pour l'instruction du RMI/RSA, En 2009, 5 RMI/RSA ont été instruit et ouvert par l'assistante sociale.

anté: Comme le défini l'OMS, la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. De ce fait l'accompagnement social du Bus des Femmes tente de soutenir les personnes dans l'ensemble des domaines de la vie. La maladie et la précarité sont des facteurs aggravant de santé. Afin de résoudre cette difficile équation, nous avons tenté au maximum de soutenir les personnes dans leur projet de santé globale et de réduire les difficultés d'accès aux soins (difficulté due à la langue, à la méconnaissance de certains dispositifs, à la stigmatisation de certains acteurs de soins, aux logiques de sectorisation si peu adaptées aux personnes sans domicile fixe...).

ickets services: Grâce au soutien de l'association Solidarité Sida, 114 personnes de la file active du pôle social ont pu bénéficier d'une aide sous forme de Tickets Services. Le budget alloué est de 4500 euros sous forme de Tickets de 5 euros, soit seulement 40 euros par famille soutenue et par an! Le

ticket service est un outil à part entière du suivi social global du public de notre association (conditions de vie, état de santé, ressources financières, psychologiques, sociales, projet, objectif de l'aide, projet de l'institution avec la personne...). La décision d'attribution des tickets service est individuelle. Seule l'assistante sociale peut attribuer les tickets service. Son diplôme garantit la méthodologie et la rigueur de l'évaluation, mais aussi la confidentialité des propos qui lui sont adressés et des éléments qu'elle peut observer. Son évaluation prend en compte les difficultés locatives, psychologiques, le montant des ressources, de dépenses, etc.

rgence : L'urgence n'existerait pas dans le travail social, et pourtant nous sommes quotidiennement confrontés à des situations dont une réponse

rapide est attendue: problème de maltraitance, absence totale de logement et présence d'enfants, absence de suivi médical pour des personnes ayant des affections mettant en jeu le pronostic vital. La difficulté des personnes à trouver des relais, à se rendre dans des lieux sécurisant et croiser des acteurs soutenant, nous amène à régulièrement intervenir dans des situations d'urgence; Aussi par exemple nous avons sollicité le SAMU SOCIAL pour 43 familles cette année.

ictoria (Programme): Le pôle social participe activement au programme Victoria. Ce programme a pour objectif de soutenir les personnes ayant été

suivi par le pôle Traite des être humains et aujourd'hui émancipé de cette situation, d'avancer vers les nouvelles étapes de l'insertion et de l'autonomie. L'entrée dans ce programme consiste en un entretien commun avec la chef de projet du pôle TEH, la conseillère emploi et l'assistante sociale afin d'établir une passation dans le suivi. Ainsi cette année, 5 personnes ont intégrées le programme Victoria.

Depuis 2005, 58 personnes ont intégrées ce programme et continuent de solliciter le pôle social en 2009. Le travail effectué avec les personnes issues de ce programme demandent au départ une grande attention. En effet, les parcours traumatiques, l'absence d'ouverture de droits aux préalables, la définition d'un projet de vie, demandent une grande énergie dans les premiers temps.

L'allongement du suivi des personnes du programme Victoria s'explique notamment par le grand attachement qu'elles ont créés avec l'association du fait de leur passé et des moments forts vécus ensemble.

4- Les Ateliers de Français, d'informatique et la Chorale

→ Les Ateliers de Français

Entre février et décembre 2009, 90 nouvelles personnes se sont inscrites aux ateliers de français, contre 49 l'an passé. Ces nouveaux apprenants se sont ajoutés aux 71 personnes qui étaient déjà inscrites. Les ateliers de Français représentent ainsi une file active importante qui correspond, en moyenne, à 129 passages par mois au local.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux participant(e) s d'acquérir les bases en français au quotidien et de développer leurs connaissances quelque soit leur niveau. Différentes méthodes d'apprentissages peuvent être utilisées à l'heure d'enseigner le Français comme langue étrangère. La méthode fixée l'an passé qui consiste à mettre en place des parcours d'apprentissage distincts selon le niveau de la classe en utilisant une approche dite actionnelle pragmatique, a été cette année encore utilisée. Ainsi, les apprenants acquièrent des éléments de langue-culture, qu'ils peuvent réinvestir dans des productions guidées ou libres et dans des taches concrètes de la vie quotidienne. Ces tâches impliquent les personnes dans des actions de communication qui s'inscrivent dans un contexte social clair et aboutissent à une production et à un résultat mesurable.

L'année 2009 a été l'occasion de mettre en place une grille d'analyse qui permet une plus grande visibilité sur son public (niveaux d'études, motivations). Des critères qui permettent, au moment de l'inscription, d'intégrer la personne dans un groupe-classe adapté à ses connaissances et son niveau. Les groupes mis en place l'an passé ont donc évolué pour pouvoir accueillir les nouveaux inscrits et pour mieux tenir compte du niveau de base de chacun. Les apprenants sont en majorité anglophones mais nous comptons aussi un public hispanophone et autre (roumains, bulgares, brésiliens...) Précisons toutefois que la nationalité n'est pas un critère d'évaluation à l'heure de faire les groupes de niveau. Notons toutefois que par rapport à l'an passé, les nouveaux inscrits sont majoritairement alpha ou post alpha.

Quatre groupes de niveau

- ➤ Groupe A1 faux débutants: « peuvent comprendre des phrases isolées et des expressions fréquemment utilisées en relation avec des domaines immédiats de priorité (par exemple les informations personnelles et familiales simples, achats, environnement proche, travail). Ils peuvent communiquer lors de tâches simples et habituelles ne demandant qu'un échange d'informations simple et direct sur des sujets familiers et habituels. Ils peuvent décrire avec des moyens simple leur formation, leur environnement immédiat et évoquer des sujets qui correspondent à des besoins immédiats »
- ➤ Groupe A2-B1: « utilisateurs indépendants, ils peuvent comprendre les points essentiels quand un langage clair et standard est utilisé et s'il s'agit de choses familières dans le travail, à l'école dans les loisirs, etc. Ils peuvent se débrouiller sans la plupart des situations rencontrées en voyage dans une région où la langue cible est parlée. Ils peuvent produire un discours simple et cohérent sur des sujets familiers et dans ses domaines d'intérêt. Ils peuvent raconter un événement, une expérience ou un rêve, décrire un espoir ou un but et exposer brièvement des raisons ou explications pour un projet ou une idée ».
- > Groupe Alphabétisation niveau 1 et groupe Alphabétisation niveau 2 : L'objectif est d'atteindre le niveau A1.1 première reconnaissance en matière linguistique défini par le référentiel du DILF: « Peuvent recopier des mots ou des messages brefs, écrire des chiffres et des dates...Peuvent reconnaître différentes formes de graphie : caractères imprimés, scripts, majuscules, graphies minuscules lisibles, peu lisibles...Peuvent reconnaître partiellement les correspondances graphie-phonie et en utiliser certaines. Peuvent transcrire sous la dictée ou en autodictée des écrits courts (mots, adresses, chiffres, noms...) avec une transcription phonétique suffisante mais dont l'orthographe peut être défaillante. Ces écrits sont destinés à sa propre relecture. Peuvent identifier le sens de mots isolés ou de phrases syntaxiquement simples (et se référant à son domaine d'expérience) dans des contextes sociaux spécifiques et restreints. Peuvent donner par écrit des informations relatives à son identité, état civil... telles que : nom, nationalité, adresse, âge, date de naissance, situation de famille...»

Compte tenu du nombre de personnes et de l'espace, chaque classe a environ 4 heures de cours par semaine.

→ Des ateliers en lien avec les besoins des élèves et les objectifs de l'association :

Avec 90 nouvelles inscriptions, le pôle ateliers de français a recruté une stagiaire FLE pour permettre de répondre à cette forte demande et de continuer à donner des cours de qualité. Les thèmes comme l'éducation à la santé, l'accès aux droits de santé -en collaboration avec la conseillère technique de la Sécurité Sociale-, la prévention des risques liés au travail de rue, le repérage dans l'espace et dans le temps continuent à être abordés en cours. L'équipe pédagogique s'efforçant de faciliter l'approche de ces thèmes selon le niveau.

Par ailleurs, certains thèmes et séances de cours furent mis en place avec la collaboration de différentes personnes de l'association :

L'assistante sociale a relevé les points récurrents qui étaient abordés avec le public fréquentant à la fois le pôle social et l'atelier de français. Certaines demandes pouvaient être réglées beaucoup plus rapidement par les personnes elles-mêmes avec une meilleure connaissance des documents (facture d'hôpital, couverture médicale...). Un travail pédagogique a donc pu être mis en place avec des documents authentiques linguistiquement simplifiés pour la compréhension des apprenants.

Cette année encore, les étudiants infirmiers qui effectuent des stages de 3 à 6 semaines au sein de l'association doivent mettre en place une action. L'atelier de français s'est avéré être parfois l'endroit pertinent pour monter un tel projet. Ainsi en 2009, plusieurs interventions ont vu le jour en collaboration avec l'enseignante qui venait apporter son éclairage pour pallier les difficultés linguistiques et/ou pédagogiques : ateliers portant sur la prévention sanitaire, l'alimentation.

Grâce, en partie, au partenariat de l'association avec Culture du Cœur, des sorties culturelles ont vu le jour cette année. D'autres visites ont aussi été mises en place sur la demande du public : visites de Paris, visites de musées, de zoos, d'expositions (Louvre, Musée du Quai Branly). Le tout sous un aspect pédagogique avec, en amont, la préparation de ces sorties lors des cours de français.

D'autres encore furent organisés en prolongement des cours comme des sorties d'orientation et de sensibilisation (dans des magasins).

Enfin pour les groupes les plus avancés, nous mettons en place des activités dont la tâche finale est en lien avec l'association pour faire émerger des projets qui leur tiennent à cœur.

Enfin des ateliers spécifiques ont été mis en place lors de journées comme le 1r et le 17

Par ailleurs, le taux de fréquentation des ateliers de français et l'intérêt croissant de ces personnes pour les nouvelles technologies, nous pousse à vouloir investir dans des logiciels de langue et à intégrer l'outil informatique dans le processus d'apprentissage.

Des essais positifs ont été faits par le professeur l'an passé avec le public Alpha et les ressources en ligne. Et c'est à la vue de ces résultats que nous envisageons de développer le travail en autonomie sur les ordinateurs et plus particulièrement pour ces apprenants d'un niveau faible qui représentent aujourd'hui une part importante de l'atelier de français (53 sur 90 nouveaux inscrits). Ce double investissement (en français et en informatique) leur permettra de ne pas cumuler les lacunes mais au contraire d'avoir de nouvelles connaissances en linguistiques et en bureautique.

→ Les Ateliers Informatique

Lors de cet atelier les personnes sont formées à la méthodologie de recherche sur Internet et à l'utilisation de logiciels de traitement de texte. Cela leur permet de rechercher des offres d'emploi ou des informations relatives à leur recherche d'emploi ou de formation. Elles peuvent également rédiger leur Cv et lettres de motivation. De plus, l'autonomie des personnes est favorisée dans la gestion des démarches administratives de plus en plus accessibles via Internet. Cet atelier offre également la possibilité de contribuer à lutter contre l'isolement social et familial par l'accès à la correspondance par email en permettant de garder un contact à moindre coût avec la famille ou les amis du pays d'origine.

Les ateliers d'informatique étant gérés par le professeur de français et compte tenu du nombre croissant d'inscriptions aux ateliers de français, le nombre de passages à l'association durant l'année 2009 pour l'atelier informatique a réduit : 51 personnes sont néanmoins inscrites aux cours (contre 47 l'an passé) et représentes 33 passages par mois en moyenne. En effet, l'assiduité des personnes qui fréquentent l'atelier est toujours aussi importante. Nous espérons continuer à le développer en investissant dans des logiciels plus récents.

→ La Chorale

La Chorale du Bus des Femmes a vu le jour quelques semaines avant les Solidays 2009. Après avoir consulté le public sur ses motivations à vouloir s'investir sur un tel projet, une campagne d'affichage et des répétitions ont eu lieu. Les membres de la chorale sont venus participer à l'animation du stand des Solidays qui s'est tenu du 26 au 28 juin 2009. Les personnes ayant participé au projet nous ont fait remarquer l'investissement que cela pouvait demander en s'y prenant seulement un mois à l'avance. Fortes de ces remarques et du succès connus nous voulons aujourd'hui renouveler l'expérience en reprenant l'atelier chorale depuis décembre dernier.



5- Le Pôle Emploi-Formation

→ Favoriser l'accès à l'emploi et à la formation des personnes prostituées

Le dispositif d'accompagnement global vers l'emploi a permis cette année encore, d'accompagner les personnes prostituées de la rue s'interrogeant ou désirant effectuer une réorientation de carrière et les personnes émancipées intégrant le programme Victoria devant engager un parcours d'insertion professionnel. Ainsi, en 2009, **141 personnes ont été accompagnées au cours de 611 entretiens réalisés par la chef de projet emploi.** La décision d'arrêter la prostitution est souvent synonyme d'angoisse pour les personnes prostituées, qui doivent faire face à une réalité économique et pour qui l'arrêt de la prostitution va entrainer une diminution de revenu conséquente. Cependant le stress et la grande détresse dans laquelle peuvent se retrouver ces personnes lorsqu'elles en arrivent à subir leur condition de prostituée, nous amène à faire d'une priorité le fait de leur apporter un soutien dès qu'elles s'interrogent sur leurs possibilités de retour dans un emploi classique.

→ Consacrer du temps à la définition d'un projet professionnel adapté

Un temps de réflexion et d'analyse de la situation a été pris avec les personnes reçues pour leur permettre de clarifier leurs aspirations et leurs compétences tout en tenant compte de leur environnement socioéconomique. Ce temps a permis de dégager des stratégies d'actions à mettre en place en vue d'accéder ou de se maintenir dans l'emploi. Un arrêt définitif de la prostitution est souvent difficile. Les contraintes économiques auxquelles les personnes doivent faire face et leurs habitudes représentent généralement un frein à l'arrêt définitif.

Les secteurs d'activité les plus recherchés par les personnes rencontrées restent: l'aide à domicile, l'entretien, l'hôtellerie, la distribution, la vente et de la restauration. Cependant, il n'est pas toujours évident de parler de projets professionnels choisis. Les recherches d'emploi se font souvent dans l'urgence et correspondent plus à une nécessité économique pour faire face au quotidien.

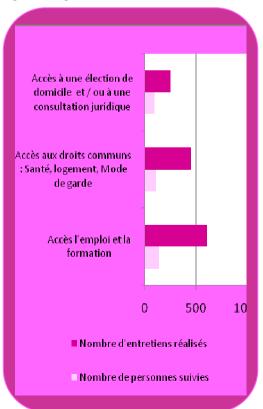
Les personnes vont généralement rechercher à faire un premier pas vers l'emploi (dans la recherche d'un poste à mi temps par exemple) avant de considérer réellement leurs possibilités d'accès à un poste à temps plein. De même, certaines personnes orientées occupent déjà un emploi mais en mi-temps, emploi précaire qui ne leur permet pas de subvenir à la totalité de leurs besoins. Dans ce cas, l'accompagnement vers l'emploi s'oriente vers la recherche d'un contrat à temps plein ou d'un emploi complémentaire permettant de cumuler les heures travaillées et d'augmenter ainsi les revenus.

Prendre le temps de faire connaissance: aller vers l'emploi, quels enjeux et quels objectifs?

Au cours du premier entretien la chef de projet emploi a pris le temps de rencontrer la personne orientée. Cette rencontre permet de faire le point les expériences professionnelles passées la personne et d'informer la personne reçue sur le soutien qui lui est proposé dans cette démarche vers l'emploi. Cet entretien a également pour but de prendre connaissance d'éventuels freins à la recherche d'emploi afin d'effectuer si nécessaire une orientation vers l'assistante sociale ou vers la directrice pour effectuer une élection de domiciliation ou prendre un rendez-vous pour une consultation juridique.

→ Palier aux freins à l'accès ou au maintien dans l'emploi en effectuant des orientations, un travail en partenariat avec l'assistante sociale et la Directrice

Pour favoriser la résolution de problèmes sociaux susceptibles de bloquer l'aboutissement du projet professionnel, une orientation vers l'assistante sociale de l'association a été proposée aux personnes qui le souhaitent. Ainsi, sur les 141 personnes suivies dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi, 108 personnes ont également été suivies par l'assistante sociale au cours de 454 entretiens. De même, 94 personnes ont été reçues pour des demandes d'élection de domiciliations administratives ou pour des consultations juridiques au cours de 249 entretiens réalisés par la directrice. Les personnes ont alors pu faire le point de leurs contraintes personnelles dans un cadre de rendez-vous confidentiels et bénéficier d'une aide technique vers la résolution de leurs problèmes. La chef de projet emploi et l'assistante sociale ont également pu proposer de faire le point ensemble lors de rendez-vous en binôme afin de définir des stratégies socioéconomiques visant à favoriser soit son retour ou son maintien dans l'emploi, soit la résolution ses problèmes sociaux par l'emploi.



→ Apporter une aide méthodologique en technique de recherche d'emploi

La chef de projet emploi, a apportée une aide méthodologique et une aide technique vers la recherche d'emploi : rédaction de Curriculum Vitae et de lettre de motivation, recherche d'offres d'emploi et réponse aux offres sélectionnées, aide dans les démarches administratives (inscription et télécandidature au Pole emploi, actualisation mensuelles via le 3949 ou sur Internet,...). Des simulations d'entretien d'embauche ont également été réalisées en individuels. Enfin, de l'information sur l'emploi et la formation a été mise à disposition en libre service dans le bureau de la chef de projet et à l'accueil de l'association.

Accompagner physiquement les personnes dans les démarches vers l'emploi recherché.

Cette année, 32 accompagnements ont été réalisés par la chef de projet lors de rendez-vous professionnels dans le cadre des recherches d'emploi ou de formation. Les accompagnements ont généralement été effectués vers le Pôle Emploi, la Mission Locale, la Cité des Métiers, où vers les structures assurant un suivi social des personnes rencontrée. L'accompagnement physique permet de rassurer les personnes et de faire le point des avancées et des difficultés rencontrées avec les structures et dispositifs d'aide à l'emploi.

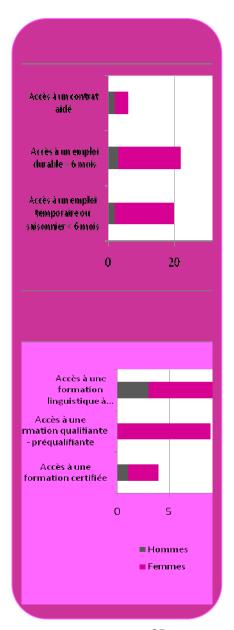
→ Favoriser l'accès à l'emploi et à la formation

Une partie des personnes suivies dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi ou la formation ont pu accéder à un emploi ou à une formation professionnelle. Ainsi, 22 personnes ont accédées à un emploi durable supérieur à six mois, 20 personnes ont accédées à un emploi temporaire ou saisonnier dans le cadre de contrat à durée déterminées, de mission d'intérim, de contrat de remplacement ou de statut de vacataires. Quelques personnes suivies ont également eu accès aux contrats aidés – contrat de professionnalisation – contrat d'accompagnement dans l'emploi. L'accès à la formation a également été favorisé, plus particulièrement sur l'accès aux formations linguistiques et professionnelles, grâce au développement du programme de l'Ecole du Bus mais également grâce au partenariat mis en place avec la Mission Locale pour le suivi des jeunes âgées de moins de 26 ans, notamment pour l'accès aux Pôles de mobilisations professionnels à connotation linguistique. Ainsi, 14 personnes ont accédées à une formation linguistique à connotation professionnelle, 9 personnes ont eu accès à une formation qualifiante ou pré-qualifiante et quatre personnes ont pu suivre une formation certifiée.

En 2009, 48 personnes ont accédées à un emploi durable ou temporaire.

En 2009, 27 personnes ont accédées à une formation pré-qualifiante, qualifiante ou certifiée.

L'accompagnement vers l'emploi proposé en 2009, a permis à 55 personnes prostituées ou personnes émancipées intégrant le programme Victoria d'accéder à un emploi ou à une formation.



→ Proposer parcours d'accès à la qualification professionnelle, en vue de favoriser l'intégration dans le marché du travail : L'Ecole du Bus 2009

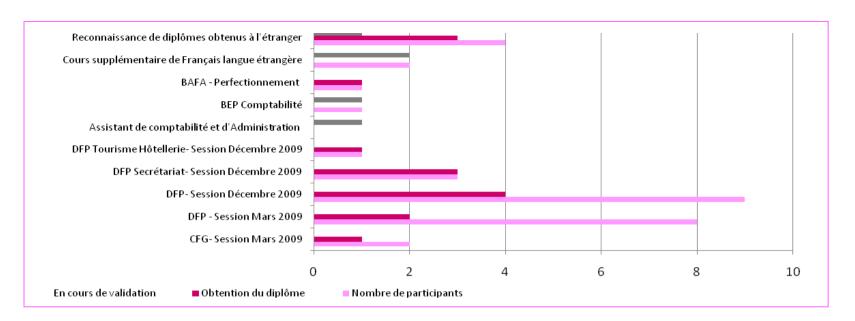
Créée au cours de l'année 2008 grâce au soutien du FSE poursuivit en 2009, L'Ecole du bus a permis de proposer un accès direct à la qualification professionnelle pour des personnes prostituées et des personnes émancipées intégrant le programme Victoria par la mise en place de cours de préparation au Diplôme de Français professionnel et aux Diplômes de Français professionnel de spécialités Tourisme/ Hôtellerie et Secrétariat certifié par la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Paris. L'Ecole a également soutenue les personnes dans l'aide à la réalisation de leur projet professionnel par le financement de formation à distance ou de cours de soutien. Ainsi, une formation d'Assistante de Comptabilité et d'administration via le CNED, des cours du soir de la Mairie de Paris préparatoires au BEP Comptabilité, un stage d'approfondissement du Brevet d'animation (BAFA) et un cours supplémentaire de mise à niveau en français ont pu être financés à destination de jeunes femmes investies dans une volonté d'accès à la connaissance et à la professionnalisation.

Enfin, l'Ecole du Bus a permis la demande de reconnaissance de diplômes étrangers auprès de n'organisme ENIC- NARIC pour trois personnes, afin d'obtenir une attestation de niveau permettant de favoriser l'inscription dans certaines formation et de justifier de l'adéquation du niveau de la personne avec les pré-requis demandés. En plus de la préparation de ces diplômes et certificats au sein de l'association, l'Ecole du Bus a permis de financer pour une personne une formation à distance d'Assistant de Comptabilité et d'Administration (ACSA) et des cours du soir de la Mairie de Paris pour préparer le Brevet d'enseignement professionnel (BEP) Comptabilité. Cette personne espère pouvoir passer le brevet en 2010. Une autre personne a pu bénéficier du financement de son stage d'approfondissement au Brevet d'animation (BAFA), nécessaire à la validation finale du brevet et une autre personne a bénéficié du financement de cours de soutien en français.

Certificat de Formation Générale (CFG): Deux personnes ont suivi une formation à distance de « Réactualisation des savoirs de bases » via le CNED et ont bénéficiées d'un soutien pédagogique de deux heures par semaine en vue de l'obtention de certificat. Une personne l'a obtenu en mars 2009, et l'autre personne espère pouvoir se représenter en mars 2010.

Diplôme français professionnel (DFP) de la Chambre du Commerce et de l'industrie de **Paris**: Deux sessions de préparation à ce diplôme ont été réalisées en 2009. Lors de la première session de mars, huit personnes se sont présentées au diplôme et deux personnes ont été admises. Nous avons souhaité offrir une seconde chance à nos participantes, et quatre d'entre elles se sont présentées de nouveau et ont obtenu le diplôme au mois de décembre 2009. Cinq nouvelles candidates également intégrées le cours préparatoire lors de la deuxième session. Au total six personnes ont obtenues le Diplôme de Français Professionnel cette année.

Diplôme de français professionnel de Spécialité secrétariat: Trois personnes se sont préparées à ce diplôme et deux personnes l'ont obtenu avec mention au mois de décembre 2009.



→ Le pôle Emploi / Formation en 2010 :

En 2010, nous souhaitons poursuivre notre action d'accompagnement individualisé vers et dans l'emploi à destination des personnes émancipées intégrant le programme victoria, en poursuivant les objectifs suivants: Favoriser l'accès à l'emploi : permettre à des personnes éloignées de l'emploi et stigmatisées de part leur activité, de reprendre confiance en elles, de consacrer du temps à la définition de leur projet professionnel à venir, de leur apporter une aide méthodologique dans leur recherche d'emploi, de les accompagner et de les soutenir dans leurs démarches. Favoriser le maintien dans l'emploi : permettre à des personnes prostituées de rue qui cumulent un petit emploi et une activité prostitutionnelle de se maintenir dans l'emploi et d'accèder à un emploi pérenne. Les objectifs à la sortie du parcours seront l'accès direct à l'emploi ou à un parcours d'insertion et le maintien dans l'emploi.

Nous souhaitons également pouvoir maintenir le programme de l'Ecole du Bus 2010, qui se trouve considérablement fragilisé suite à l'arrêt du soutien du Fond Social Européen qui avait permis jusqu'ici de créer l'Ecole et de développer des parcours d'accès à la qualification adapté aux situations rencontrées. En effet, bien que la programmation des appels à projet du Fond Social Européen était initialement prévue de 2007-2013, un changement de programmation a été communiqué en début d'année 2010, et l'axe d'intervention sur lequel nous sollicitions le FSE Axe 2.2.2.2 Participation des femmes au marché de l'emploi a été recentré sur deux thématiques précises (sensibilisation à l'égalité professionnelle et appui aux mode de garde innovants) qui ne nous permet pas de représenter une dossier de financement. En 2010, nous devrons faire face à cette perte financière et recherchons activement de nouveau financeurs afin de poursuivre notre action. Nous souhaitons maintenir les cours préparatoires au Diplôme de Français Professionnel et pouvoir continuer à encourager et à soutenir les personnes engagées dans une volonté d'insertion professionnelle pour lesquelles les dispositifs existants n'apportent pas de réponse adaptée.

6- Le Pôle Traite des Etres Humains

Nous militons **contre toutes formes d'exploitation**, d'esclavage et de traite des êtres humains et **contre l'amalgame fait systématiquement entre prostitution et traite des êtres humains**. La protection des victimes est écrasée par des objectifs répressifs : le maintien de l'ordre public, la lutte contre la prostitution et la chasse aux sans papiers.

En 2008, puis en 2009, nous observons une augmentation importante du nombre de victimes de traite identifiées lors des permanences d'accueils mobiles dans les lieux de prostitution parisiens et du nombre de ces jeunes femmes qui se rendent auprès de notre local pour y demander un accompagnement ou une mise à l'abri. Cette tendance est très inquiétante et présage d'une forte augmentation des demandes d'accompagnements sur les années à venir. Ainsi, en 2009, nous avons accompagné 143 personnes, dont 106 nouvelles personnes. Cette augmentation s'accompagne d'une charge de travail considérable, d'autant plus que ces personnes sont très isolées et demandent un accompagnement important. Toutefois, nous n'avons pas les crédits suffisants pour assurer cette mission dans un contexte actuel où le nombre de personnes identifiées augmente chaque année, dans un contexte français où cette mission est déléguée par l'Etat au secteur associatif, et dans un contexte parisien où nous avons peu de relais pour orienter les personnes.



Notre action de protection des victimes de la traite reste articulée autour de trois objectifs interdépendants: accompagner les personnes

- (1) vers l'émancipation de l'exploitation,
- (2) l'orientation vers une mise à l'abri,
- (3) l'accompagnement vers un accès aux droits spécifiques des victimes de la traite (orientation médicale et psychologique, protection administrative et pénale).

L'Etat français est obligé de protéger les personnes victimes de traite, de par sa ratification à de nombreuses conventions internationales. D'autres obligations en matière de protection des victimes de traite ont été imposées par la Convention du Conseil de l'Europe ratifiée le 9 janvier 2008. Cette Convention inscrit la traite des êtres humains comme une violation des droits de l'homme et établit une définition des personnes victimes de traite. Parmi les multiples obligations liées à cette Convention, un certain nombre restent encore à mettre en place en France : la création d'une structure de coordination nationale, le développement de la formation de tous les acteurs, d'une coopération internationale, la confiscation des avoirs criminels. l'indemnisation des victimes etc. A ce jour, deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ont condamnés des Etats signataires pour ne pas avoir respecté les obligations de cette Convention. Cette dernière prévoit enfin le contrôle des Etats par un groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA). Ce groupe déjà mis en place, veillera donc à la mise en œuvre de la Convention par la France lors d'un contrôle qui sera effectué en 2011.

Un groupe de travail interministériel a été mis en place pour établir un Plan d'action dans le but d'être conforme à cette Convention avant la venue du GRETA. Notre association est membre permanent de ce groupe, où nous sommes invités à présenter nos recommandations en matière d'identification et de protection des personnes victimes de traite des êtres humains. Ce groupe de travail s'est réuni régulièrement au cours de l'année 2009 et présentera son <u>Plan d'action</u> national en 2010.

I - PROGRAMME PATIENCE : Santé, Parole, Liberté

- Identification des victimes de traite dans les lieux de prostitution
- Entretiens avec els victimes et accompagnement vers l'émancipation
- Orientation et accompagnement médical et psychologique

→ Un espace de Parole

Trouver enfin un endroit où parler de la traite et obtenir informations et réponses à ses questions, sans courir le risque d'être jugée ou bien mise en danger, voilà notre objectif premier C'est pourquoi, nous travaillons à la création d'un espace de parole où les personnes puissent s'exprimer autour des questions d'exploitation, de contrainte ou de violence. Ces thèmes sont particulièrement difficiles à aborder par les personnes, qui ont souvent peur de ne pas maîtriser les conséquences malheureuses sur elles-mêmes ou sur leurs proches, de la part de ceux et celles qui les exploitent mais aussi de la part des administrations et autorités françaises. Notre présence sur le terrain depuis de nombreuses années, notre démarche communautaire et nos connaissances du phénomène de la traite facilitent une relation de confiance et l'établissement d'un dialogue avec les femmes. Dans le cadre du soutien apporté aux personnes victimes de traite, nous avons ainsi réalisé 1049 entretiens : de 37 à 133 entretiens individuels par mois pour une moyenne de 49 personnes par mois.





→ Soutien médical et psychologique

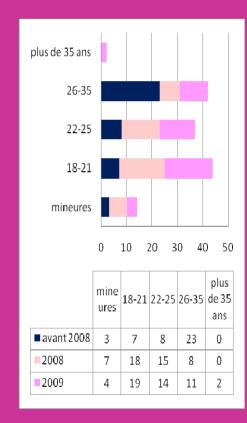
Dans le cadre des permanences d'accueil, dans le *Bus des Femmes* ou bien au local, nous travaillons à créer un espace de parole et d'informations pour les personnes victimes de traite. Il s'agit de leur apporter toutes les connaissances et les outils favorisant leur liberté de penser et d'agir. L'essence de ce travail se base sur la relation étroite qui existe entre la santé globale des personnes et leur liberté au sens large. Elles s'inscrivent dans une démarche d'actrice au sein de leur parcours personnel par la prise en compte de leur santé physique et mentale et par la volonté de bénéficier d'un accès aux soins et aux informations de santé. Alors que les personnes victimes de traite peuvent être confrontées à différents degrés de violence physique et psychologique, la santé reste un domaine privilégié pour formuler une demande d'aide auprès de nous. En effet, la prise en compte de leur propre santé représente un élément majeur dans le parcours d'émancipation.

Ces jeunes filles présentent des demandes sanitaires importantes et variées : gynécologie, VIH, hépatite et autres IST, cystites, douleurs abdominales, maux de tête réguliers, problèmes respiratoires, auditifs, ophtalmologiques ou dentaires, troubles des règles, contraception, ruptures de préservatifs, tests de grossesses, dépistages, IVG, diabète, troubles du sommeil, troubles alimentaires, problèmes cardiaques, tumeur...

Ces jeunes filles présentent aussi des demandes importantes liées à l'accès aux soins qu'elles peuvent trouver difficile : accompagnements physiques auprès des structures hospitalières, orientation vers un médecin parlant leur langue, absence de couverture médicale et de documents d'identité... Pour ce faire, nous travaillons en étroite relation avec les Permanences d'Accès aux Soins des Hôpitaux de Paris (PASS), en particulier la PASS Baudelaire de l'hôpital Saint Antoine, le Centre de diagnostique et de thérapeutique ainsi que L'Espace Santé Jeunes de l'hôpital de l'Hôtel Dieu. Aussi, en 2009, 6 personnes ont bénéficié d'une orientation vers un psychologue et nous avons financé 37 heures de soutien psychologique avec un psychologue partenaire.

Dans le cadre du Programme PATIENCE, les personnes accompagnées intègrent souvent les ateliers de Français dans lesquels elles trouvent les informations et les outils nécessaires pour plus d'autonomie dans notre société et dans les espaces prostitutionnels.

Nombre de personnes accompagnées par le pôle Traite en 2009, par âge et par année d'entrée en France



II. PROGRAMME JOY: Accueil, Accompagnement pénal et administratif

- Hébergement sécurisant et orientation ac.sé
- Accompagnement administratif et demande d'asile
- Accompagnement pénal

→ Protection de l'Enfance

Dans ce cadre, l'assistance auprès des mineures est une priorité de nos actions. Notre partenaire associatif « *Enfants du monde – Droits de l'homme* » a continué d'être présent dans les permanences où nous rencontrions des mineurs. Ainsi, 15 jeunes filles mineures ont été accompagnées vers l'association *Enfants du monde* en 2009.

De même, 34 jeunes filles âgées de moins de 21 ans ont bénéficiées de notre accompagnement. La part des jeunes filles de cet âge est très importante. Nous attachons une attention particulière à ces jeunes filles, mais nous nous confrontons à un vide juridique en matière de protection des 18-21 ans lorsque ces dernières sont en situation irrégulière.

→ Eloignement géographique

En 2009, nous avons accompagnés 10 personnes vers un hébergement partenaire du réseau ac.sé : réseau national de mise à l'abri des personnes victimes de traite : www.acse-alc.org.

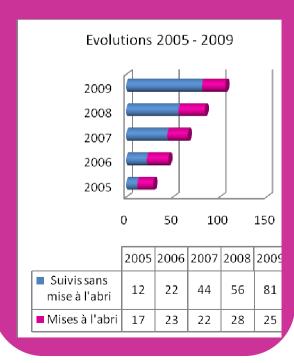
→ Procédure pénale

En 2009, nous avons accompagné 11 personnes dans une procédure pénale : 7 personnes auprès des services de police pour porter plainte ou témoigner, 4 jeunes femmes dans une constitution de partie civile. En France, il n'y a eu que deux procès prononcés pour traite des êtres humains depuis l'entrée de ce crime dans le code pénal en 2003. Généralement, les acteurs criminels sont condamnés pour proxénétisme aggravé. Nous observons en 2009, l'ouverture de nombreuses instructions sous les deux chefs d'accusation, ce qui constitue un tournant en matière de reconnaissance des personnes victimes de traite.

En 2009, nous accompagnons près de trois fois plus de personnes victimes de traite qu'en 2005.

Or, bien que le nombre des accompagnements et d'orientations vers des mises à l'abri soient en très nette augmentation, nous restons dans l'incapicité d'y répondre puisque nos financement n'augmentent pas.

Si le nombre de suivis augmente donc depuis 2005, le nombre de mises à l'abri reste le même, laissant une part croissante de jeunes files sans protection.



→ Procédure administrative

La régularisation administrative reste la première des protections pour les personnes victimes de traite et la reconnaissance du considérable danger que représente un retour au pays. En 2009, nous avons accompagné 30 personnes dans une procédure de régularisation administrative: 7 personnes dans le cadre de l'article L 316-1 du CESEDA (protection des victimes de traite inscrites dans une procédure pénale, trois l'ont obtenue en 2009), 7 dans la composition d'un dossier de demande à titre humanitaire, 16 dans une procédure de demande d'asile (4 ont obtenu une protection subsidiaire en 2009).

III - PROGRAMME VICTORIA : Autonomisation

- Accès aux droits sociaux
- Accès à la formation
- Accès à l'emploi

En 2009, cinq personnes sont entrées dans le programme VICTORIA : programme d'accompagnement des personnes victimes de traite vers l'insertion et l'autonomie. Ce programme permet aux personnes qui ont bénéficié d'un accompagnement spécifique aux personnes victimes de traite, d'entrer dans une nouvelle phase accompagnée par l'assistante sociale de l'association (accès aux droits, recherche d'un hébergement, logement etc.) et la conseillère emploi-formation (mission locale, projet professionnel, recherche d'un emploi, formations etc.).

Pour plus de renseignements sur le Programme Victoria, vous pouvez vous référer aux parties de ce rapport d'activité consacrées au « Pôle Social » et au « Pôle Emploi – Formation ».

L'article L 316-1 du Code d'Entrée et de Séjour des Etrangers et des Demandeurs d'Asile :

Une Protection sous condition... et sans garantie

protection administrative personnes victimes de traite est un enjeu crucial dans leur parcours d'émancipation. Toutefois, elle reste très difficile à obtenir. Dans le cadre d'une demande d'asile, les personnes sont confrontées à la nécessité de prouver l'exploitation dont elles ont été victimes et les dangers de leur retour au pays. Dans le cadre de l'article L 316-1 du CESEDA, elles doivent s'engager dans une procédure pénale, soit avoir assez d'éléments et de courage pour y parvenir. Or, même lorsque certaines entreprennent une telle démarche, la Préfecture de police de Paris ne permet pas toujours leur régularisation et n'entend pas toujours les difficultés rencontrées par ces personnes pour présenter des documents d'identité puisque ceux-ci leur sont généralement retirés par leurs trafiquants.

7- Le Pôle Formation

En 2009, l'Association Les Amis du Bus des Femmes a continué de transmettre son expertise auprès de divers publics aussi bien dans d'autres structures qu'au sein même de l'association.

→ Les interventions extérieures

La directrice a effectué 15 interventions à l'extérieur auprès de différents partenaires :

Les Instituts de Soins Infirmiers sur les modules optionnels suivants :

- Sida et Société,
- Soins Humanitaires,
- Exclusion,
- Précarité et Santé,
- Exclusion chez les personnes prostituées,
- La Précarité.
- Séropositivité : Sida, où en sommes-nous ?
- Actions menées par les Amis du Bus des Femmes

L'IFSI Levallois Perret auprès des étudiantes auxiliaires puéricultrices sur le thème : « Vie courante des femmes, Regard des mères »

L'école d'éducateurs de Buc Ressources sur le thème de la prostitution : « Accompagnement dans le choix de vie »

L'école d'Ingénieur d'Agro-développement International (ISTOM) de Cergy sur le thème : « La prostitution étudiante » (150 étudiants étaient présents)

La Mairie de Paris dans le cadre de la formation des « correspondants de nuit » à l'Espace de Recherche et Formation de Paris

Médecins du Monde Parmentier, plus précisément l'équipe mobile du Lotus Bus sur le thème des violences subies dans l'activité de la prostitution chinoise

→ Les formations internes

Tout au long de l'année 2009, l'Association a continué d'être un lieu de stage et a accueilli 28 étudiants stagiaires. Suite aux interventions extérieures effectuées par la Directrice, 25 étudiants en Instituts de Soins Infirmiers de 2ème et 3ème année sont venus effectués un stage au sein de notre équipe.

<u>Stage d'observation de deux jours</u> :

- 2 étudiants de l'IFSI Virginie Olivier de l'hôpital Saint Anne
- 2 étudiants de l'IFSI Saint Antoine

Stage de santé publique de quatre à cinq semaines :

- 7 étudiants de l'IFSI Avicenne
- 3 étudiants de l'IFSI les Diaconesses
- 2 étudiants de l'IFSI Virginie Olivier de l'hôpital Saint Anne
- 1 étudiant de l'IFSI la Pitié-Salpêtrière
- 4 étudiants de l'IFSI Roger Prévot Moisselles
- 4 étudiants de l'IFSI Gonesse

<u>Stage professionnelle en didactique du Français Langues Etrangères</u>: Nous avons accueilli pendant 6 mois au sein du pôle Ateliers, une étudiante de la faculté des Sciences humaines et sociales de la Sorbonne en deuxième année de Master. Encadré par notre professeur FLE, elle a pris en main des classes de FLE et d'alphabétisation pour des apprenants de différents niveaux.

<u>Stage de conduite de projet</u>: Une étudiante en Master 2 Option Conduite de projets et Management des Organisations de la faculté des Sciences de l'Education et des Sciences Sociales de l'Université de Paris 12 est venue effectuer un stage de 6 mois au pôle emploi. Assisté par la chef de projet Emploi / Formation, ses missions ont été la mise en place d'un atelier collectif de recherche emploi, la participation au développement d'un projet d'accès à la qualification professionnelle et l'aide à la recherche de financement du projet.

<u>Stage Assistante Sociale</u>: Dans la cadre du programme européen Erasmus, nous avons accueilli au sein du pôle social une étudiante allemande. Pendant cette période, elle a effectué des accompagnements sociaux et médicaux et a mis en place un atelier couture.

8- Nos projets 2010

→ Projet de prévention des violences :

En 2010, nous participerons à un projet européen de prévention des violences dans le milieu de la prostitution. Nous avons crée un partenariat avec une association Belge d'autodéfense pour les femmes (Garance ASBL, situé à Bruxelles) et participons activement dans ce nouveau projet qui fait partie d'un programme européen DAPHNE de lutte contre les violences faites aux femmes.

Ce projet vise donc à rendre visibles les stratégies de lutte contre les violences mises en place par les femmes prostituées, à les analyser et les améliorer grâce à l'expertise de spécialistes en auto-défense par et pour les femmes, et à les faire partager à l'ensemble de la communauté lors de futurs ateliers d'auto-défense qui seront mis en place à l'association.

Ce projet contient deux axes de travail :

- la formation de deux formatrices en auto-défense : 4 blocs de formations seront organisés tout au long de l'année à Bruxelles et dans les villes de d'associations communautaires partenaires (Toulouse et Lyon)
- un travail de coordination entre les associations partenaires (associations de santé communautaire et associations d'auto-défense féministe) afin de permettre la création d'un guide des stratégies de lutte contre les violences et la mise en place d'une journée d'action européenne de lutte contre les violences faites aux prostitué-e-s.

→ Projet retraite :

Dans le cadre de notre activité, nous nous devons d'être toujours à l'écoute des besoins de la communauté. Au local comme lors des permanences mobiles, de nombreuses personnes témoignent de leurs difficultés comme de leurs inquiétudes concernant la question de leur retraite. L'avancée en âge d'une partie de la communauté construit de nouvelles interrogations, mais pousse aussi les plus vulnérables dans de graves situations de précarité. Ces urgences sociales, économiques et médicales inquiètent l'ensemble de la communauté qui souhaite leur venir en aide.

En ce basant sur les premiers constats que nous faisons dans notre travail au quotidien, en mettant en avant notre expérience communautaire et nos relations de confiance que nous avons créé au fil des années, nous voulons à travers un projet de recherche-action proposer un état des lieux de la situation des personnes prostituées vieillissantes et des actions à mettre en place afin d'apporter des réponses à ces situations de plus en plus précaires.

→ Projet des ateliers communautaires

L'Association Les Amis du Bus des Femmes constate depuis de nombreuses années de multiples ruptures dans l'accès au droit commun, à la santé et à l'hébergement des personnes prostituées. La stigmatisation de cette activité, la précarité des femmes l'exerçant, l'absence de justificatifs de ressources pour intégrer le droit commun sont autant de freins à l'égalité de ce public.

Forts de nos constats lors des permanences d'accueil mobiles, que lors des accompagnements individuels, ces ateliers communautaires permettront l'élaboration et la mise en commun des réelles conditions de vie des personnes prostituées.

Nos objectifs sont les suivants :

- Réfléchir collectivement à l'élaboration d'un statut qui permettrait la reconnaissance de leurs droits et de leurs devoirs
- Améliorer l'accès aux droits, au logement et à la santé des personnes prostituées
- Faire un constat des freins et des leviers de l'accès aux droits au logement et à la santé pour permettre une plus grande visibilité des problématiques de cette communauté
- Aider à l'autonomie des personnes dans leur accès aux droits au logement et à la santé par la mise en place de temps d'information et d'échanges
- Etre à l'initiative de transformations sociales en établissant avec les groupes des directives d'actions communautaires

Notre Conseil d'Administration

Claude BOUCHER, Présidente

Olga FERREIRA DIAS, Trésorière

Pierrette YETNA, Secrétaire

Fabrice BOUDINET, Administrateur

Miguel-Ange GARZO, Administrateur

Dolorès PONS, Administratrice

Joëlle SAUNIERE, Administratrice

Madeleine TERRASSON, Administratrice

Notre Equipe

France ARNOULD, Directrice

Caroline MARTIN, Responsable Administratif et Financier

Pauline BONNAUDET, Chef de projet

Noëlla CORSINI, Animatrice

Marie-Françoise DIKOUMBA, Assistante Sociale

Marlène DODIN, Professeur FLE

Pénélope GIACARDY, Animatrice de prévention

Muriel JAUNAS, Assistante Sociale

Nadine LEPERE, Animatrice de Prévention

Alexandre MASSERON, Agent de prévention

Chéraz MOUEDDENE, Animatrice de prévention

Grigori NEKRITCH, Chargé de mission santé

Vanessa SIMONI, Chef de projet

Nicole SIMOVIC, Animatrice de prévention

Liste non exhaustive de nos partenaires :

- Ikambéré

-African Positive Association - Nova Dona - La pharmacie MARTIN du 20ème - ARCAT - Réseau de santé paris Nord - Le fil rouge - Boutique Charonne, Espace Femmes - Solidarité Sida - Les points d'accès aux droits - Clinique des Bluets - CPAM de Paris - Le Palais de la Femme - CRIPS - Services sociaux de polyvalence - La 20^{ème} Chaise - La mission locale du 20^{ème} - Diagonales 91 - Centres de vaccination de Paris - Droits d'Urgence - Hôpital Hôtel Dieu, Espace Jeunes - Le médecin généraliste de Nandy (77) - Enfants du Monde, Droits de l'Homme - La PASS de l'Hôtel Dieu - Hôpital Saint Antoine - Centre médical Europe - Hôpital Bichât - Hôpital Saint Louis - Hôpital La Salpétrière - Hôpital Tenon - Hôpital Lariboisière - Altaïr - Policlinique Saint Antoine - Le Planning Familial - Hors la rue - Autremonde

- Le laboratoire HEURZEAU

Nous remercions tous nos financeurs pour leur soutien en 2009 :

L'ACSE Le Conseil Régional d'Ile de France La DASES La DASS de Paris La Fondation de France Le Fond Social Européen Le GRSP L'INPES La Mairie de Paris Solidarité Sida

Nous remercions également notre Banque : Le Crédit Coopératif